



Strasbourg, le 7 novembre 2022

CDDG(2022)9  
Point 3 de l'ordre du jour

## **COMITE EUROPEEN SUR LA DEMOCRATIE ET LA GOUVERNANCE (CDDG)**

### **RAPPORT DU GROUPE DE REFLEXION DE HAUT NIVEAU DU CONSEIL DE L'EUROPE, ET SUITES DONNEES**

#### **NOTE D'INFORMATION**

**Pour information et discussion par le CDDG**

Note du Secrétariat  
établie par la  
Direction générale de la démocratie et de la dignité humaine  
Division de la gouvernance démocratique

---

## 1. Contexte

1. Suite à une invitation du Comité des Ministres lors de sa 132<sup>e</sup> session à Turin (Italie) le 20 mai 2022, un Groupe de réflexion de haut niveau a été mis en place par la Secrétaire Générale du Conseil de l'Europe en juin 2022 pour préparer un rapport sur l'avenir du Conseil de l'Europe à la lumière du contexte général actuel en Europe.

2. Le rapport a été publié le 5 octobre 2022 (news et lien vers le rapport). Le Bureau du CDDG, lors de sa 24<sup>ème</sup> réunion (13-14 octobre) a chargé le Secrétariat de préparer une note d'information pour le CDDG soulignant certaines des conclusions dudit rapport, ainsi que des informations complémentaires sur les suites qui lui auraient été données par le Conseil de l'Europe / Comité des Ministres.

## 2. Constatations et conclusions du rapport qui présentent un intérêt particulier pour le CDDG

3. L'introduction rappelle les diverses considérations et préoccupations qui ont conduit à l'élaboration du rapport et de ses recommandations (pp. 9 à 11) : l'agression de la Fédération de Russie contre l'Ukraine a agi comme un « signal d'alarme », « la remise en cause du principe de l'État de droit, les défis à notre système commun de protection des droits de l'homme et de nombreux autres défis pour nos sociétés » ; « les conflits gelés non résolus à long terme persistent », « la sécurité démocratique est la clé pour que les États membres relèvent ensemble ces défis et assurent la paix et la prospérité en Europe » ; « nos démocraties ne sont pas établies une fois pour toutes. Nous devons nous efforcer de les faire respecter chaque jour, en permanence, dans toutes les régions de notre continent, à tous les niveaux de gouvernement, et nous prémunir contre les dirigeants autoritaires et le recul de la démocratie. La démocratie ne se résume pas à ce qui se passe le jour des élections. Les véritables démocraties exigent que les élections soient libres et équitables, que les candidats de l'opposition puissent se présenter sans craindre d'être arrêtés ou réduits au silence par d'autres moyens, que le pouvoir soit transféré entre les partis sur la base des résultats d'élections libres et équitables et que des systèmes soient mis en place pour garantir qu'un président ou un premier ministre en exercice ne recourt pas à tous les moyens possibles pour rester au pouvoir indéfiniment. »

4. Le rapport contient un certain nombre de suggestions et de recommandations. Certaines d'entre elles sont d'ordre général et concernent les réformes souhaitables et les méthodes de travail ; d'autres concernent le renforcement de l'action dans certains domaines de travail.

5. Les extraits ci-dessous sont mis en évidence dans la mesure où ils peuvent concerner les travaux futurs du CDDG plutôt que des réformes du Conseil de l'Europe ayant un impact plus large, par exemple la tenue d'un quatrième sommet et l'institutionnalisation de tels sommets en tant qu'événement régulier, des questions financières, l'approfondissement des partenariats avec l'UE, l'ONU, etc.

## A. Exemples de méthodes de travail préconisées

- Le groupe (...) apprécie aussi le rôle de promoteurs et de praticiens de la citoyenneté démocratique et de l'éducation aux droits de l'homme reconnu aux jeunes, conformément à la Stratégie 2030 du Conseil de l'Europe pour le secteur jeunesse. Dans cette optique, **le groupe recommande de veiller à inclure une « perspective jeunesse » dans les délibérations intergouvernementales et autres de l'Organisation en consultant les organisations de la jeunesse européenne lors de l'élaboration de politiques publiques dans un domaine donné.** Cette recommandation est formulée notamment à la lumière d'un récent échange de vues informel dans un groupe de travail du Comité des Ministres concernant la participation des organisations représentatives de la jeunesse, en particulier du Conseil consultatif sur la jeunesse (CCJ), à l'élaboration d'instruments de « droit souple » au Conseil de l'Europe (...). **De plus, chaque instrument juridique international adopté par le Conseil de l'Europe devrait faire apparaître clairement l'impact qu'il pourrait ou non avoir sur les jeunes générations (pratique qu'il conviendrait aussi de développer au niveau national).** (pages 16-17)
- Le Conseil de l'Europe doit également être visible dans tous les États membres. Le bon travail et les réussites doivent être connus. Le groupe prend note des initiatives en cours, telles que la « semaine du Conseil de l'Europe » ou le projet sur « L'impact de la Convention européenne des droits de l'homme » (...), mais **recommande que tous les organes du Conseil de l'Europe s'emploient davantage pour promouvoir la visibilité de l'Organisation et de ses valeurs.** (page 18)
- (...) Le groupe **recommande que le Conseil de l'Europe continue à soutenir l'Ukraine dans le cadre de ses domaines d'expertise et de son mandat.** (page 30)

## B. Suggestions et recommandations de fond, pertinentes pour le CDDG

- En outre, un certain nombre d'États membres (par exemple l'Irlande) ont développé et mettent en œuvre des formes de démocratie délibérative et participative pour compléter et renforcer la confiance des citoyens dans les institutions démocratiques. Dans ce contexte, **le Conseil de l'Europe pourrait promouvoir une citoyenneté démocratique plus profonde en encourageant les États membres à introduire des assemblées de citoyens, des parlements de jeunes et d'autres moyens de responsabiliser les citoyens.** (page 15)
- En 2016, à Bruxelles, les ministres de l'Éducation des États membres se sont engagés à établir le Cadre de référence des compétences pour une culture de la démocratie (CRCCD). **Le groupe recommande de développer un nouvel instrument juridique sur l'éducation à la démocratie fondé sur le CRCCD afin de renforcer la culture démocratique dans nos États membres et donner un nouvel élan à sa mise en œuvre.** (page 15)
- (...) Le groupe note que l'Assemblée parlementaire a publié en 2022 un rapport intitulé « Sauvegarder et promouvoir la démocratie véritable en Europe », qui contient des suggestions de « mécanismes d'alerte précoce » et une « plateforme permanente sur la démocratie ». **Le groupe recommande que le Conseil de l'Europe élabore ses propres indices de référence pour les principes de bonne gouvernance démocratique. Un indice de la démocratie du Conseil de l'Europe pourrait être envisagé.** (page 16)

### 3. Suites données à ce jour (situation au 7 novembre)

6. Le 12 octobre, le ministre d'Etat aux Affaires européennes d'Irlande, dans le cadre de la présidence irlandaise du Comité des Ministres, a apporté son soutien à un quatrième sommet des chefs d'Etat et de gouvernement du Conseil de l'Europe, afin de donner suite aux recommandations du Groupe de réflexion à haut niveau. S'adressant à l'Assemblée parlementaire, le ministre a exhorté les parlementaires de toute l'Europe à demander à leurs gouvernements de faire de même.

7. Le Comité des Ministres a créé un *Groupe de travail ad hoc* (GT-SOM4) chargé de réfléchir aux modalités d'organisation et autres d'un éventuel 4<sup>ème</sup> Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement du Conseil de l'Europe, qui s'est réuni à plusieurs reprises en octobre. Les Délégués des Ministres ont finalement convenu le 3 novembre qu'**un quatrième Sommet se tiendrait à Reykjavik, en Islande, les 16-17 mai 2023, sous la présidence islandaise du Comité des Ministres**. Le GT-SOM4 a été chargé de préparer les documents qui seront adoptés lors du Sommet et a reçu pour instruction de faire régulièrement rapport. Les Délégués des Ministres ont également invité le Secrétariat, en collaboration avec le pays hôte, à prendre les dispositions pratiques nécessaires à la tenue du Sommet.